

Vers une Europe cléricale?

Si les opposants à la nouvelle constitution pointent surtout les déficiences sociales et démocratiques, ils ont raison. Il ne faut pas néanmoins minimiser l'impact des intégrismes religieux par le biais de l'article 52. Bien des questions de société sont en jeu. Grâce à cet article les églises verront leurs privilèges cimentés.

L'article 52 organise «un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les églises et organisations» (philosophiques et non confessionnelles) L'objectif exprimé par les Églises dans une note (Comece /KEK de juin 2002) concernant la nature du «dialogue» est très précis et vise à organiser: Une procédure de consultation pré-législative au moyen de séminaires avec des conseillers du Président de la Commission.

Des sessions de travail régulières sur des objectifs spécifiques organisées sur des sujets pour lesquels

les Églises sont préoccupées ou ont un intérêt dans des projets de loi. Des réunions occasionnelles de travail entre le président de la Commission et des représentants de haut niveau des Églises. Un bureau de liaison au sein même des services de la Commission, en vue de développer un «partenariat» avec la Commission.

Sous couvert de dialogue, l'article 52 institutionnalisera un droit d'ingérence régulière des églises dans les institutions de l'Union. Il permettrait aux Églises de créer dans l'Union européenne une situation semblable à celle dont jouit le Vatican aux Nations Unies.

Le Vatican utilisera sa voix pour limiter l'accès au planning familial et à l'avortement sans risque. Il en est de même sur les questions liées à l'orientation sexuelle, le divorce, la promotion de l'abstinence comme seule méthode contrac-

tive pour les jeunes, avec les conséquences que l'on connaît en terme de propagation du VIH/sida et de grossesse non désirée chez les adolescentes.

S'y ajoutent les tentatives de subordination des droits des femmes à des convictions religieuses.

Si l'on connaît l'attitude des églises sur la situation de la femme et de la famille, il y a de quoi s'inquiéter. Pour tous ceux qui ont encore des doutes, voici un extrait d'une entrevue de la Libre Pensée française avec le docteur Weninger, le conseiller juridique du Président Barroso :

A la question, pourquoi il y a un article spécial pour les églises, il répond : « *Un article supplémentaire a été nécessaire pour distinguer les Eglises et les religions d'avec les membres de la société civile, car ce n'est pas la même chose. Les religions c'est la transcendance,*

alors que la société civile, c'est l'immanence. Les Eglises sont au-dessus (!) de la société, elles ne sont pas au-même niveau que les autres associations. »

Les églises, qui ne sont pas des organisations démocratiques, vont donc bénéficier d'un statut privilégié par rapport aux membres de la société civile.

Alors que les peuples rejettent de manière croissante l'emprise étouffante du cléralisme et revendiquent l'application de la laïcité, la constitution européenne assure aux religions une rente perpétuelle de situation. L'article 52 est l'expression la plus claire de la nature cléricale de la constitution européenne.

NON à l'Europe cléricale !

NON à cette constitution !

Cécile Paulus